

# « Freedom.gov » : en prétendant lutter contre la « censure », l'administration Trump s'apprête à violer la souveraineté numérique européenne

---

DATE

20 février 2026

Lundi 12 janvier, l'administration Trump a discrètement enregistré un nouveau domaine dans le registre officiel des sites gouvernementaux américains : freedom.gov.

Le site, qui n'a pas encore fait l'objet d'un lancement officiel, vise à rendre disponible le contenu web « censuré » par l'Union à destination des citoyens européens.

En clair, l'administration Trump utilise l'argent des contribuables américains pour aider à contourner la législation numérique européenne, dans le cadre d'une violation flagrante de la souveraineté des États européens.

Un mois avant l'ouverture de la Conférence de Munich sur la sécurité, le 12 janvier, l'Agence de cybersécurité et de sécurité des infrastructures américaine a discrètement enregistré un nouveau domaine dans le registre officiel des sites gouvernementaux : freedom.gov.

Si le site est accessible, il n'affiche pour l'heure aucune information mis à part : « Freedom is coming » (« La liberté arrive ») et « L'information, c'est le pouvoir. Réclamez votre droit humain à la liberté d'expression. Préparez-vous ».

- Selon des informations obtenues par *Reuters*, le site devrait fonctionner comme un portail qui regroupera les contenus numériques ayant été signalés et supprimés des plateformes dans l'Union, notamment dans le cadre du Digital Services Act (DSA), présenté comme un « outil de censure » par l'administration Trump <sup>①</sup>.
- Ces contenus illégaux regroupent notamment des propos antisémites, racistes, haineux, des incitations à commettre des actes terroristes, des actes de violence politique, de la propagande ou bien de la désinformation.

Il n'est pas clair à ce jour comment ce site devrait fonctionner, si ce n'est en proposant un service de VPN (un outil déjà largement disponible et utilisé en Europe), qui fait transiter la connexion par un serveur intermédiaire afin de faire apparaître l'adresse IP de l'utilisateur comme provenant d'un autre pays – en l'occurrence ici, les États-Unis.

- Le gouvernement américain a déjà fourni des « services » similaires ou financé des systèmes VPN pour lutter contre la censure en Chine, à Cuba, en Iran ou en Russie.
- Des sources américaines ont déclaré que l'activité des utilisateurs passant par ce portail ne « sera pas suivie » – ce qui serait vraisemblablement, dans tous les cas, impossible à vérifier.



Capture d'écran du site web « <https://freedom.gov/> », 20 février 2026.

Le lancement du site, initialement prévu pour être annoncé à Munich la semaine dernière, aurait été retardé pour des raisons inconnues. Des juristes du département d'État auraient notamment évoqué des inquiétudes.

- Le projet est piloté par Sarah B. Rogers, la sous-secrétaire d'État américaine à la diplomatie publique et aux affaires publiques. Le 9 février, lors d'une conférence à Budapest, elle avait comparé l'Union européenne à la RDA et au Parti communiste chinois en raison de son « appareil de censure insidieux ».
- L'ex-employé du DOGE d'Elon Musk, Edward Coristine, connu sous le surnom de « Big Balls », est également impliqué via le National Design Studio, une agence rattachée à la Maison-Blanche créée par Trump à l'été 2025 dont la mission est de : « Moderniser le langage visuel du gouvernement afin de le rendre à la fois fonctionnel et esthétique ».

Tout en refusant de confirmer l'existence du projet, un porte-parole du département d'État a *de facto* reconnu la véracité des informations obtenues par *Reuters* en déclarant : « La liberté numérique est une priorité pour le département d'État, et cela inclut la prolifération des technologies de protection de la vie privée et de contournement de la censure, telles que les VPN ».

- La mise en ligne du site freedom.gov constituerait une violation inédite de la souveraineté des États européens sur leurs espaces numériques, et reviendrait à encourager les citoyens européens à enfreindre les lois de leurs propres pays.
- L'initiative a été saluée par plusieurs souverainistes européens, dont l'ex-député européen et fondateur du parti Les Patriotes, Florian Philippot.

TWITTER

Magnifique pied-de-nez à  
Macron et aux censeurs  
européistes ! ↴

Le département d'État  
américain vient de  
développer un portail en  
ligne qui « permettra aux  
citoyens des pays de l'UE de  
consulter des contenus  
censurés par leurs  
gouvernements et l'UE » !  
(cf :... [pic.twitter.com/  
VjG5oecefa](https://pic.twitter.com/VjG5oecefa)  
– Florian Philippot  
(@f\_philippot) February 19,  
2026

Trump et la droite américaine ont multiplié les attaques contre la législation numérique européenne depuis leur retour au pouvoir.

- Dès le début de son mandat, Donald Trump s'est engagé à prendre des mesures contre les barrières non tarifaires, soulignant notamment que la TVA et les taxes numériques constituaient des « pratiques commerciales déloyales ».
- La commission judiciaire de la Chambre des représentants a publié deux rapports à ce jour sur « la menace de la censure étrangère ». Dans ceux-ci, elle accuse l'Union d'utiliser le Digital Services Act (DSA) comme un « outil de censure » visant les plateformes américaines.

Dans son podcast, le « tsar » de Trump chargé de l'IA et des cryptomonnaies, David Sacks, a déclaré le mois dernier que le DSA était devenu « presque comme un piège numérique visant à infliger des amendes aux entreprises américaines ».

- Il ajoutait : « On pourrait dire que cela revient en fait à imposer des droits de douane aux entreprises technologiques américaines opérant en Europe [...] Si tel est le cas, eh bien, je suppose que l'Europe a le droit d'imposer des droits de douane, mais cela va alors modifier les droits de douane que nous fixons » <sup>②</sup>.

**SOURCES**

- ① Simon Lewis, Humeyra Pamuk et Gram Slattery, « US plans online portal to bypass content bans in Europe and elsewhere », Reuters, 18 février 2026. ↑
- ② All-In with Chamath, Jason, Sacks & Friedberg, Under Secretary of State Sarah B. Rogers on dismantling the « Censorship Industrial Complex », Spotify, 22 janvier 2026. ↑